

Print

Des soldats français ont abusé sexuellement d'enfants en République centrafricaine

De [Antoine Lerougetel](#) et [Kumaran Ira](#)

Global Research, mai 07, 2015

Url de l'article:

<http://www.mondialisation.ca/des-soldats-francais-ont-abuse-sexuellement-denfants-en-republique-centrafricaine/5448019>



Le 29 Avril, le journal britannique *Guardian* a révélé que des soldats français avaient abusé sexuellement d'enfants âgés entre 8 et 15 ans à Bangui, la capitale de la République centrafricaine (RCA). Ce pays extrêmement pauvre a connu une escalade des combats sectaires entre la milice chrétienne anti-Balaka et la milice musulmane Séléka. Des milliers de civils avaient fui les quartiers de Bangui pour chercher refuge près de l'aéroport M'Poko.

Selon le *Guardian*, les abus présumés ont eu lieu entre décembre 2013 et juin 2014, dans un camp de réfugiés de Bangui.

Reuters a cité des sources judiciaires françaises disant qu'un certain nombre de soldats français avaient été identifiés. Des casques bleus tchadiens auraient également été impliqués dans ces abus sexuels. *Le Monde* a rapporté jeudi dernier que plus de 14 soldats sont concernés par l'enquête.

Les informations du *Guardian* se fondaient sur un rapport divulgué par un responsable de l'aide humanitaire haut placé de l'ONU, Anders Kompass. Celui-ci avait informé la justice française des allégations d'abus sexuels en juillet dernier, suite à l'absence de réaction de l'ONU pour y mettre fin. Kompass fait l'objet d'une enquête pour violation d'informations confidentielles et a été suspendu de ses fonctions après avoir divulgué ce rapport.

Selon de nombreux témoins, de jeunes garçons ont accusé les soldats français de les avoir violés et d'avoir abusés d'eux « en échange de nourriture » ou d'argent. Les incidents ont eu lieu avant et après la mise en place de la mission de maintien de la paix dirigée par l'ONU en RCA.

Le rapport divulgué contient des entrevues avec six enfants victimes d'abus sexuels de la part de soldats français. Certains ont indiqué que plusieurs de leurs amis avaient également été agressés sexuellement. Selon le *Guardian*, « Les entretiens ont été menés par un responsable de la section justice du Haut-commissariat des Nations unies aux droits de l'homme et un membre d'Unicef, entre mai et juin de l'année dernière ».

Un entretien décrit comment deux enfants de neuf ans, ont été agressés sexuellement ensemble par deux soldats français qui ont exigé une fellation en échange de nourriture.

Le *Guardian* ajoute, « Un autre enfant de neuf ans décrit comment il est allé demander de la nourriture à l'armée française au camp de personnes déplacées à l'aéroport M'Poko. Il dit que le soldat lui a dit de procéder à un acte sexuel sur lui d'abord ... Il [l'enfant] avait des amis qui avaient déjà fait cela, il savait ce qu'il avait à faire. Une fois terminé, le soldat a donné une ration de nourriture militaire et d'autre nourriture. X a dit que le soldat lui avait interdit de dire quoi que ce soit à son sujet à quiconque, et que s'il le faisait, il le battrait ».

Les abus sexuels commis par des soldats français exposent le caractère tout à fait frauduleux des prétentions « humanitaires » de l'intervention de l'impérialisme français en RCA, une ancienne colonie française.

Paris a lancé son intervention militaire en RCA en décembre 2013 sous couvert de vouloir mettre fin à la violence sectaire entre la majorité chrétienne et la minorité musulmane. Paris avait d'abord soutenu les forces musulmanes de la Séléka dans une tentative de renverser le président François Bozizé, cherchant à prendre possession de ce pays stratégiquement situé au centre du continent africain et d'y détruire l'influence économique croissante de la Chine. La Chine avait conclu plusieurs marchés clés avec le régime de Bozizé, dont des contrats pétroliers et de coopération militaire.

Paris a d'abord déployé 1.600 soldats en RCA, puis près de 2.000 soldats dans une mission de paix nommée Opération Sangaris. Depuis l'intervention militaire de la France, la crise humanitaire s'est aggravée et le conflit sectaire a dégénéré.

Bien que le rapport sur les abus sexuels soit apparu en juillet dernier, le gouvernement PS a gardé un silence total sur la question et a évité toute action en justice. Depuis les révélations du *Guardian*, le gouvernement a fait des commentaires hypocrites et cherche à étouffer l'affaire.

Le ministre français de la Défense Jean-Yves Le Drian a affirmé dans une interview le 3 mai au *Journal du Dimanche* que lorsqu'il avait été informé de l'affaire en juillet dernier il avait ressenti « du dégoût, une forme de trahison par rapport à la mission confiée à l'opération Sangaris », et il ajouta: « J'ai immédiatement transmis le rapport à la justice. C'était notre volonté pour que toute la vérité soit faite le plus vite possible ».

Après que le rapport a été transmis à la justice française, une enquête interne de l'armée sur la question aurait été réalisée, qui s'est terminée en août.

Le Drian a affirmé que l'enquête avait été « mise à la disposition de la justice ». Alors que neuf mois après son début, l'affaire en est toujours au stade préliminaire, Le Drian l'a minimisée, en disant, « Je crois que c'est une enquête complexe. Depuis les faits allégués, la plupart des soldats ont quitté ce théâtre d'opérations, mais cela ne doit pas empêcher la justice de faire son travail avec célérité ».

Dans une tentative cynique de présenter une façade positive « humanitaire » à de nouveaux crimes impérialistes, le président François Hollande a dit, « Si certains militaires se sont mal comportés, je serai implacable ...vous savez la confiance que je porte aux armées, le rôle que les militaires français jouent dans le monde (...) Aucune tâche ne doit écorner leur uniforme »

Antoine Lerougetel et Kumaran Ira

Article original, WSWS, publié le 6 mai 2015

Copyright © 2015 Global Research